

Crise de la lecture: faux et vrais problèmes

Lire: ce n'est pas les lecteurs d'Indications qu'il faut convaincre du caractère essentiel de cette activité. Comme vient de le rappeler Danièle Sallenave dans son magistral essai *Le don des morts*, c'est par la fréquentation des livres, et particulièrement celle des œuvres littéraires, qu'une existence ordinaire peut prendre de l'épaisseur et devenir une vie *examinée* nourrie d'échos profonds et de résonances multiples.

Hélas, la lecture serait, si j'en crois les déclarations fracassantes des médias et de quelques essayistes, l'une des grandes malades des sociétés occidentales contemporaines. «Les Belges ne lisent pas», «Les enfants ne savent plus lire», «La télé a tué le livre»: ces propos si souvent répétés ne relèvent-ils pas de l'évidence ?

Ils me semblent pourtant pécher bien souvent par confusionnisme, ne serait-ce que par l'emploi équivoque qu'ils font du mot «lecture». Lorsqu'on parle de «crise de la lecture», on tend en fait à mêler trois idées distinctes: 1, il y aurait depuis quelques années une croissance de l'illettrisme et une baisse de la lecture

dans la population globale; 2, ce phénomène toucherait particulièrement les jeunes qui seraient de plus en plus nombreux à être incapables de comprendre un texte de difficulté moyenne; 3, il n'y aurait plus aujourd'hui de culture livresque de référence qui fasse l'unanimité.

Parmi ces trois idées, l'une part d'un constat objectif et pose de vraies questions; les deux autres relèvent plus de l'idée reçue et du mythe que de l'observation sérieuse. Pour y voir plus clair, examinons chacune d'elles séparément.

Qu'en est-il d'abord du problème de l'illettrisme dans les populations belge et française? A en croire les Cassandre de la crise, il serait en augmentation constante. Mais pour la France au moins, cette affirmation est invérifiable car les définitions de l'illettrisme varient d'une enquête à l'autre, et il n'existe dès lors aucun chiffre précis et incontestable dénombrant le phénomène. Un rapport officiel de 1984 (*Les illettrés en France*, La Documentation Française) se limite à dire que *le nombre de personnes qui ne*

*maîtrisent pas la lecture ou l'écriture ou sont gravement gênées pour utiliser celles-ci doit se compter par millions plutôt que par centaines de mille. C'est pour le moins imprécis; d'une imprécision qui ouvre la porte à presque tous les fantasmes, comme l'a ironiquement suggéré un rapport ultérieur en qualifiant le chiffre de l'illettrisme de «chiffre-qui-s'accroît-si-l'on-s'en-sert» (Je, tu, il, elle apprend, La Documentation Française, 1985). En outre, quand bien même on disposerait de données sûres sur l'ampleur actuelle du phénomène, il resterait à vérifier s'il est pertinent de parler de «crise», d'évolution négative par rapport aux années antérieures. Or, les seules statistiques qui autorisent des comparaisons à peu près fiables, à savoir celles établies par les services de l'armée française à propos des compétences langagières des miliciens, révèlent que le nombre des illettrés et des semi-illettrés est passé de 10,5% en 1961 à 8,5% en 1985 (chiffres cités par Christian Baudelot et Roger Establet dans leur livre *Le niveau monte*, Seuil, 1989). Chacun appréciera s'il est fondé dans ces conditions de parler de crise. Certes, le nombre des faibles lecteurs n'en est pas moins important, puisque la dernière enquête réalisée sur *Les pratiques culturelles des Français* (Daloz) estime qu'en 1981, 26% des Français ne lisaient pas un livre par an. Mais ce nombre est lui aussi en baisse constante (en 1973, il était de 31%), sans qu'on observe de*

moment historique de rupture et/ou d'inversion de tendance. Quel crédit peut-on dès lors accorder aux discours d'urgence? Que l'illettrisme soit un fléau qu'il faut combattre, nul ne le conteste; mais est-il nécessaire pour ce faire d'en exagérer la portée?

D'aucuns rétorquent à cela que le déficit de la lecture est surtout grave chez les jeunes en âge scolaire et ils appuient leurs dires sur des tests comme celui effectué en 1986 pour *Le Nouvel Observateur*, qui aurait démontré que sur seize mille élèves sondés, seuls 16% étaient de «bons lecteurs». Ces chiffres sont évidemment inquiétants. On peut cependant s'interroger sur la validité d'une démarche qui prétend évaluer une entreprise aussi complexe que la lecture par le seul moyen d'un ordinateur. Il faut aussi mettre en doute la relativité des critères qui servent aujourd'hui à évaluer les «bons lecteurs»: la demande sociale en lecture a changé ainsi que ses critères qui sont devenus plus exigeants. Lorsqu'on dit qu'un élève «ne sait pas lire», ne veut-on pas en fait incriminer son incapacité à lire de telle façon? En vérité, aucun critère d'évaluation n'a de signification en dehors d'une spécification précise des supports d'expérience. Enfin, il faut rappeler à ceux qui déplorent la baisse

du niveau de la lecture à l'école que la population scolaire s'est considérablement accrue tout au long du XXe siècle: en France, le nombre d'élèves du second degré a quintuplé en vingt-cinq ans; il est donc absurde de comparer le niveau moyen de compétence en lecture des élèves des années '50 qui formaient une petite élite issue des classes favorisées, et celui des élèves des années '90 qui réunissent toutes les composantes sociales et culturelles de la population. Du fait de sa démocratisation, l'école accueille sans conteste un plus gros pourcentage de faibles lecteurs aujourd'hui qu'hier; mais grâce à cette même démocratisation, le nombre total de ses bons lecteurs ne cesse lui aussi d'augmenter. Les enquêtes dont font état Baudelot et Establet dans **Le niveau monte** attestent que, non seulement les jeunes de 15 à 19 ans restent de loin la classe d'âge la plus concernée par la lecture, mais qu'en outre, ils lisent en moyenne davantage que leurs prédécesseurs. L'idée d'une désaffection de la jeune génération à l'égard des livres est donc une idée reçue qu'il nous faut jeter aux oubliettes.

Reste le seul vrai problème qui se pose aujourd'hui en matière de lecture: celui de l'éclatement des références. Il n'est pas besoin d'enquête pour constater qu'il n'existe plus de nos jours, à l'école

comme ailleurs, de consensus sur ce que doit être une culture livresque de référence. Cela fait près de vingt ans déjà que, dans la plupart des programmes scolaires belges et français, le corpus littéraire classique a volé en éclats et que la liberté est laissée à chaque établissement, voire à chaque enseignant, d'organiser comme bon lui semble la hiérarchisation et la sélection des œuvres à faire lire par les élèves. Cette évolution présente un intérêt indéniable dans la mesure où elle met l'enseignement plus en prise sur la diversité et l'actualité de la production littéraire; en outre, elle permet aux professeurs de lettres de personnaliser davantage leur enseignement. Mais elle a aussi son effet pervers, qui tient à l'inexistence d'un corpus commun de lectures «premières». Il est désormais possible à un jeune de terminer ses humanités sans jamais avoir entendu parler du mythe d'**Antigone**, ni de **Tristan et Iseut**, et sans jamais avoir vu une tragédie racinienne ni lu un roman de Balzac: faut-il s'en réjouir? Est-il absurde de croire qu'il existe des textes qui aident plus que d'autres à penser le monde et à comprendre les autres textes? Cette question, qui rejoint celle de la place de la littérature dans l'horizon des références contemporaines, mérite assurément d'être méditée.

Jean-Louis Dufays